

Monsieur le Directeur Académique,

Les instances de rentrée qui vont se résumer cette année à la carte scolaire, étant donnée la disparition des CAPD, se tiennent sur une seule journée. Vous faites le choix Monsieur le Directeur Académique que nous inviter au CDEN un mercredi après midi à 16h30. Si nous comprenons bien que les contraintes des uns et des autres sont compliquées à respecter, et notamment pour les représentants de parents d'élèves qui travaillent, nous pensons que c'est par le biais d'une vraie délégation octroyée à ces représentants que les CDEN pourront avoir lieu dans de bonnes conditions, et sur le temps de travail. En ce qui nous concerne, vous comprendrez bien que cet horaire et ce jour ne sont vraiment pas confortables.

Le ministre Jean-Michel Blanquer a beau marteler sur tous les plateaux radio et télé que cette rentrée est une rentrée normale, il est bien le seul à ne pas voir que non, justement, rien n'est normal. Peut-être est-ce un moyen de se persuader que tout va bien et que les choses vont pouvoir rester ce qu'elles sont sans plus de moyens ou de dialogue. Il faut faire entrer dans la tête des gens que porter un masque, c'est normal, que se tenir à l'écart des autres c'est normal, que ne pas se toucher, c'est normal, et quoi de mieux qu'un bon vieux bourrage de crânes médiatique pour cela. L'école ne doit pas être la caution d'une politique de bout de ficelle qui essaie de gérer tant bien que mal la crise sanitaire en pérennisant, contre toute logique, un système économique et politique désuet.

Et pour notre ministre, tout est tellement normal qu'il n'y a aucun problème à faire passer des évaluations nationales de rentrée selon la même forme que celles de l'an passé, comme si rien n'avait eu lieu avant les vacances scolaires. Pour la FSU CGT, ces évaluations nationales ne sont rien de moins que de la maltraitance à l'égard des élèves et des enseignants.

Le ministre nous accorde toute sa confiance, notamment dans l'organisation matérielle de cette rentrée, il faut nous adapter en fonction des situations locales, composer avec les élus, les bâtiments, les moyens matériels ...

Pour ce qui concerne la pédagogie, là, plus de confiance aucune. Le ministre entend imposer ses évaluations et sa pédagogie, et il voudrait que nous l'appliquions sans réfléchir. C'est insupportable. Il faudrait que Monsieur Blanquer se rappelle que nous avons été formés justement à faire de la pédagogie, à établir nos programmations, nos projets, en fonction de nos élèves, à les évaluer, à adapter notre enseignement, et certainement pas à gérer les relations avec les élus, à faire briller notre école, à piloter ... Alors de la confiance, oui, nous en avons besoin, mais pour faire notre métier, c'est à dire, faire la classe.

Comment peut-on affirmer sans ciller que cette rentrée est normale quand des milliers d'écoliers se sont retrouvés ce mardi premier septembre face à des adultes masqués du matin au soir. Nous souhaiterions d'ailleurs que le port du masque pour les enfants de plus de 11 ans soit clarifié au sein de notre département car il semblerait que les informations ne soient pas les mêmes d'une circonscription à l'autre.

Le ministère a doté les agents de masques en tissus pour pouvoir assurer leur service, et nous ne comprenons pas pour quelle raison il n'en est pas de même pour les AESH qui sont en contact très rapproché avec les élèves parfois les plus vulnérables. Leur proposer des masques en papier marque une différence incompréhensible au sein des équipes. Nous nous interrogeons aussi sur la présence de masques FFP2 en nombre suffisant pour tous les personnels à risque dans notre département. D'ailleurs, ne serait-il pas judicieux que la médecine de prévention prenne contact avec ces collègues ? Ah non, c'est vrai, j'oubliais, nous n'avons plus de médecins de prévention ... !

La FSU-CGT tient aussi à dénoncer les conditions de préparation de cette rentrée scolaire. Le protocole sanitaire, bien vide en comparaison à celui de juin dernier n'est parvenu aux écoles que le 26 août. De nombreuses écoles ont fait état en juin de mauvaises conditions matérielles permettant difficilement la mise en place des gestes barrière, et le lavage des mains pourtant recommandé.

Les travaux qui auraient du être une priorité pendant la période estivale n'ont bien souvent pas été faits. Nous pensons que cette question est d'importance et que le CHSCT devrait être saisi à ce sujet dans les plus brefs délais. Un état des lieux doit être fait et une aide doit être apportée aux directrices et directeurs d'école pour qu'ils puissent faire entendre aux élus les besoins de leur école. Les risques psycho sociaux dûs au confinement, au télétravail, à la pression qui a été mise sur les enseignants sont eux aussi importants et notre hiérarchie doit y être très vigilante. La perte de sens dans le travail est une réalité pour de très nombreux collègues.

Et malgré ce qu'en pense le ministre, ce n'est pas en introduisant un rapport hiérarchique au sein des écoles par le biais de la directrice ou du directeur que les équipes fonctionneront mieux et que le travail fera plus sens. Jean Michel Blanquer a la tête dure et il ne lui a pas fallu longtemps cette année pour réintroduire par le biais d'une circulaire la notion de délégation d'autorité du DASEN pour les direction d'école. Le SNUipp-FSU est plus que jamais opposé à cette idée. Par contre, nous continuons de penser que c'est avec du temps, des moyens humains, de la liberté et de la confiance et de la formation que les conditions de travail s'amélioreront pour nos collègues.

Alors pour cette rentrée, nous ne souhaitons pas à nos collègues de retrouver le « plaisir du pilotage pédagogique. » Ce verbiage propre au new management public ne fait pas sens dans notre métier. Nous leur souhaitons tout simplement une bonne rentrée des classes, qu'ils aient plaisir à retrouver leurs élèves et leurs collègues malgré ces conditions particulières, et nous leur souhaitons aussi de meilleures conditions de travail que celles que nous connaissons et qui se dégradent ces dernières années. Et nous réaffirmons que nous continuerons d'être aux coté de tous nos collègues pour défendre les droits collectifs.

Car n'en déplaise à nos dirigeants qui aimeraient bien se passer des organisations syndicales, On est là !